

EN COULISSES

L'abbaye aux dames rejoint le front anti-google

Aux orties le G de Gafa. Le moteur de recherche des services du Conseil régional n'est plus Google. Comme Thales et depuis peu l'assemblée nationale qu'elle a devancé, la Région Normandie a délaissé le géant américain pour adopter Qwant dont le modèle repose sur la non-exploitation de données. Un choix en partie justifié par la présence à Rouen de la division sécurité du moteur de recherche français dont les équipes et l'infrastructure sont installées à Seine Innopolis.

Le Monde en pince pour Le Havre

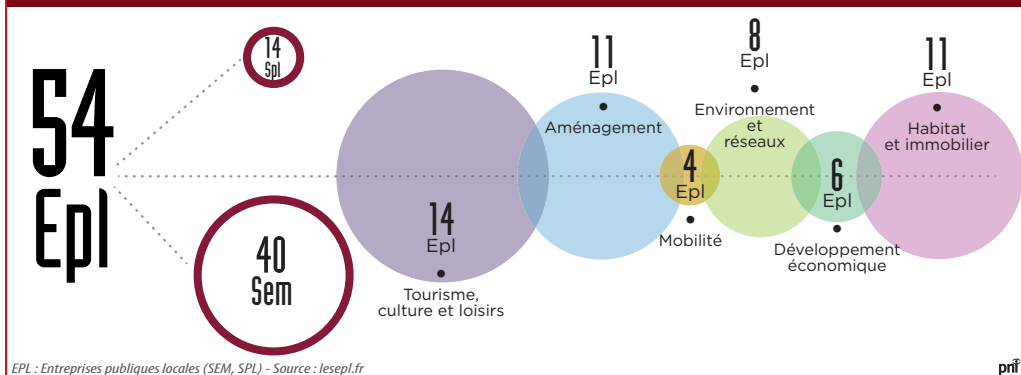
Vous voulez investir vos économies dans l'immobilier ? Hissez fissa les voiles, direction la Porte Océane C'est ce que recommande *Le Monde* dans un article proprement enthousiaste titré « *Le Havre largue les amarres* ». Le quotidien rappelle que la ville a longtemps été boudée par les investisseurs mais assure que son heure est venue pour au moins trois raisons : le réaménagement des Docks, « *l'impact à venir du Grand Paris* » (sic) et la « *création d'une ligne à grande vitesse qui permettra de rallier Paris en seulement une heure et quart dès 2022* » [re-sic]. Le pronostic ferroviaire a beau être très optimiste, les professionnels de l'immobilier que le journaliste a interrogé n'en sont pas moins formels : le rendement est garanti. L'article en question démontre au moins une chose : oui, l'image du Havre a changé.

Hydrolien : ceux qui y croaient et ceux qui n'y croaient plus

Le fait que la France se soit arrêtée au milieu du gué n'a pas douché l'ardeur de nos voisins d'Outre Atlantique en faveur de l'énergie des courants. Le ministre canadien des ressources naturelles a annoncé, il y a quelques jours, avoir accordé une subvention de 30 millions de dollars (20 en euros) à l'entreprise irlandaise Halagonia pour développer un nouveau projet hydrolien de plus de 100 M\$ dans les profondeurs de la baie de Fundy... Précisément là où sommeille le prototype d'Open Hydro, cette filiale que Naval Énergies et son actionnaire l'État français- ont choisi de sacrifier au nom de la cherté du Megawatt hydrolien. Visiblement, les Canadiens n'ont pas la même analyse. On verra qui d'Ottawa ou de Paris aura eu raison.

DATA

Les EPL en Normandie



SOMMAIRE

Dossier

Siemens-Gamesa sort (enfin) du bois au Havre **X**

Portrait

Virginie Carolo **P6**

MOUVEMENTS

Philippe Dutrieux



Le contre-amiral Philippe Durieux est nommé préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord à compter du 28 septembre en remplacement de Pascal Ausseur.

Philippe Ivanès

Le directeur du site Sanofi Pasteur de Val-de-Reuil a été élu à la présidence du cluster Polepharma où il succède à Stéphane Thiroloix.

Ghislaine Borgalli-Lasne

La directrice départementale de la cohésion sociale de l'Eure prend les mêmes fonctions dans la Manche. Son adjoint, Guillaume Pain, lui succédera à Evreux.

Nicole Klein

L'ancienne préfète de Haute-Normandie (2016-2017) fait valoir ses droits à une retraite (méritée) après avoir géré le dossier Notre-Dames-des-Landes.

Valérie Mespoulhès

La directrice de Caen la mer Habitat a été élue à la présidence de l'Union pour l'Habitat Social de Normandie en remplacement de Patrick Plossard, ex-directeur de la Siloge dont il a claqué la porte.

Altitude Infrastructures, un carnet de commandes plein pour un quart de siècle

Lui-même semble avoir peine à y croire à ce facteur 3. Fin 2016, **David El Fassy** débouchait le champagne pour fêter la millionième prise fth confiée aux bons soins d'Altitude Infrastructures en zone d'initiative publique. Deux ans plus tard, le petit opérateur télécoms normand installé à Val-de-Reuil (où il se construit un nouveau siège de 4 000 m²) vient de franchir le cap des trois millions de foyers à « fibrer » ce qui le place au second rang juste derrière Orange, sur le segment des RIP.

Une martingale qu'il doit, en réalité autant à son savoir-faire qu'aux hésitations d'Orange, SFR et consorts. Lesquels ont longtemps tergiversé avant de se positionner sur ce marché. La route restant dégagée, le Normand s'est engouffré dans la brèche laissée libre par les grands opérateurs. « *Ils se sont dit que nous n'aurions pas les reins assez solides* » analyse David El Fassy. L'impatience des élus locaux à apporter le très haut débit à leurs administrés a fait le reste. Résultat, Altitude Infrastructures

s'est arrogé 20 % de parts de marché et « 10 % de tout ce qu'il y a à construire en France » précise son PDG avec gourmandise. Jolie performance pour un outsider dont le carnet de commandes est plein pour les 25 prochaines années, jusqu'à la remise en jeu des concessions. Lui reste à les honorer ses promesses de déploiement. Pas une mince affaire. « *De deux mille clients raccordés par mois, nous allons bondir à dix mille dans un an. Il nous faut donc passer dans un mode totalement industriel* ». Raison pour laquelle les effectifs de son service informatique ont triplé.

Nota : David El Fassy fait partie des entrepreneurs qui pèsent dans le paysage économique régional. Pour autant, il s'y est montré très discret, ces dernières années préférant s'impliquer au plan national dans la fédération française des RIP, par exemple. Mais promis, cela va changer. « *Il va être grand temps que je sois plus actif* » nous dit-il. Cela résonne comme une offre de service.

Cotral au pays du matin (pas très) calme

Ils étaient fait pour s'entendre. Le groupe calvadosien Cotral Lab (CA 40 M - eff. 230), leader français des protections auditives annonce avoir créé une filiale commune avec Otos Tech, champion Sud Coréen... des lunettes de sécurité. Lequel détiendra 30 % des parts de la co-entreprise dénommée Cotral Lab Korea. Le groupe normand s'ouvre ainsi les portes d'un marché riche de promesses car, à l'entendre, l'empire du matin calme porte bien mal son nom. Un quart des quatre millions d'ouvriers Sud-coréens est exposé à des niveaux de bruit de plus de 80 décibels et seuls ceux -une minorité- employés dans les grandes entreprises sont équipés de protections.

Beuzelin veut changer la poussière en biogaz

Florent Beuzelin, PDG du groupe familial de négoce céréalier BZ installé dans l'Eure, rêve d'installer un méthaniseur à proximité de son silo du port de Rouen pour transformer en biogaz les poussières que génère la manutention des grains : une des principales sources de pollution du grand Rouen. L'intéressé est en discussion avec le port pour identifier un terrain et avec la métropole pour collecter d'autres flux de biomasse susceptibles de venir compléter ce premier combustible. Le patron de BZ souhaite aussi que ce méthaniseur, s'il voit le jour, soit doublement vertueux en aidant à décarboner des flottes de bateaux ou de camions.

Senalia transfère son siège historique de Chartres à Rouen

Revigorante nouvelle pour la métropole rouennaise qui a vu partir plus de siège sociaux qu'elle n'en a gagné ces dernières années. La coopérative Senalia, principal opérateur des terminaux céréaliers du GPMR, se prépare à déplacer le sien de Chartres à Rouen. Le groupe lancera, juste après l'Armada, la construction d'un bâtiment de 3000 m² dans le futur éco-quartier Flaubert.

L'emménagement des équipes devrait avoir lieu environ dix-huit mois plus tard. En actant ce transfert, le leader européen de la logistique du grain témoigne de sa confiance dans le devenir du port de Rouen. Preuve d'amour

supplémentaire, il y investit douze millions d'euros actuellement pour s'équiper de nouveaux portiques de chargement, parmi les plus performants d'Europe. Ceux-ci voisineront demain avec son quartier général.

Nota : la nouvelle de ce déménagement devrait faire le buzz lors de la 58ème grand-messe des acteurs européens de la filière grain que Rouen accueille pour la seconde fois de son histoire les 25 et 26 octobre. Cette bourse de commerce européenne aura lieu au Parc des expositions, 2 500 participants sont attendus.

Pénurie de main d'œuvre dans le Cotentin, les difficultés s'enkystent alerte Benoît Arrivé

Branle bas de combat dans l'agglomération de Cherbourg dont le taux de chômage est tombé à 7,5 %, deux points en dessous de la moyenne régionale. La médaille a son revers. La pénurie de main-d'œuvre, à bas bruit depuis plusieurs années, devient criante en particulier dans les PME impuissantes à rivaliser avec la force de frappe des gros employeurs. « *Le problème a changé de nature. De conjoncturel, il devient structurel* » alerte **Benoît Arrivé** qui va jusqu'à évoquer une « *forme d'assèchement du territoire* ».

Les difficultés sont telles que les recettes classiques du marketing territorial se révèlent inopérantes, constate le maire de Cherbourg. Il invite donc l'agglomération présidée par **Jean-Louis Valentin** à « *lancer des actions tous azimuts pour que le Cotentin fasse envie* ». Nous ne pouvons plus nous contenter du service minimum, prévient l'édile. « *Il ne s'agit pas de faire une campagne d'affichage et d'attendre que le téléphone sonne. C'est un travail d'image qui doit être mené de façon ciblée auprès des publics que nous visons et avec des outils adaptés* ».

Comment faire ? Les semaines à venir seront consacrées à établir un cahier des charges puis à recruter un prestataire spécialisé pour mettre en musique la stratégie. Là encore, jouer petit bras serait contre-productif, insiste Benoît Arrivé. « *Il s'agit de s'associer les services des meilleurs spécialistes, chacun dans leur domaine et d'entreprendre sur la durée un travail de fond pour changer l'image de ce territoire* ». Il n'y a plus qu'à...

Jean-Luc Léger à Hervé Morin : pour économiser l'espace, osez être plus directif

Trop de vœux pieux, pas assez de commandements. En l'état, le futur Schéma régional de l'aménagement du territoire -SRADDET pour les connaissances- sera impuissant à endiguer la disparition galopante des champs, forêts et prairies, pronostique le Ceser.

Son constat est alarmiste. La Normandie voit disparaître 2 700 hectares d'espaces naturels et agricoles chaque année du fait de la création de zones d'activités et de l'étalement urbain beaucoup plus rapide que dans les autres régions françaises.

Appel à la régulation

Un schéma plus prescriptif permettrait-il de stopper l'hémorragie ? C'est ce que pensent les conseillers du Ceser qui invitent l'exécutif régional à ne pas tabler sur la seule bonne volonté des élus locaux mais à élaborer un

socle de règles pour « *minimiser la concurrence inévitable entre EPCI* » comme par exemple celle d'imposer une densité minimale par secteur ou de régionaliser les Commission départementales d'action commerciale « *pour avoir une vision supra-territoriale* ». Ils suggèrent également de conditionner les soutiens régionaux au respect d'objectifs chiffrés en matière de consommation d'espaces. Seront-ils entendus ? Il est permis d'en douter.

Nota : l'exercice est délicat pour la Région qui ne peut imposer des règles qu'à condition qu'elles ne génèrent aucun surcoût pour les collectivités. C'est la loi. En outre, Hervé Morin n'est sans doute pas pressé de déclencher une bronca chez des élus régionaux dont beaucoup sont aussi des élus intercommunaux à qui lesdites règles s'imposeraient. CQFD.

Tonnerre de Brest

Deux ans après celles du Havre au cours desquelles **Édouard Philippe** avait exposé sa vision de la stratégie maritime et portuaire de la France, les prochaines Assises de l'économie de la mer auront lieu à Brest les 27 et 28 novembre.

L'événement étant concomitant d'un Comité interministériel de la mer décisif, il n'aura aucun mal à déplacer les foules. Le gouvernement devrait en effet y annoncer une réforme radicale de la gouvernance des ports. C'est à suivre.

Indiscret : on apprend qu'un responsable portuaire normand a été approché par le ministère pour prendre la direction du port de Nantes/Saint-Nazaire qui restera dans le giron de l'État en raison du peu d'appétit manifesté par les collectivités. L'intéressé a décliné la proposition.

Christine Gardel sort de sa réserve

La directrice de l'ARS a manifestement pris acte du procès en discrétion que lui intentaient les élus locaux. Elle fait savoir qu'elle organisera désormais une conférence de presse trimestrielle pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet régional de santé. La première a eu lieu mercredi. **Christine Gardel** y a notamment annoncé l'extension des plages horaires de la plateforme de régulation du 116 117 (encore mal connue). À partir de janvier, les Normands pourront joindre un généraliste dès le samedi matin pour solliciter un premier avis médical. Objectif : apporter une réponse de proximité et éviter d'engorger les urgences avec des pathologies susceptibles d'être traitées par la médecine de ville.

Usines éoliennes du Havre : Siemens-Gamesa sort (enfin) du bois

On ne se risquera pas à jurer que les dés sont jetés et qu'*alea jacta est*. Normand échaudé craint la douche écossaise. Mais les feux semblent passer au vert pour les usines éoliennes havraises. Pour la première fois, mercredi, le président de Siemens-Gamesa France, a détaillé son plan industriel lors d'une réunion publique au Centre Havrais de Commerce International. « Nous pouvons nous attendre à une nouvelle prospérité » a osé commenter Luc Lemonnier, visiblement requinqué.

Les Havrais en ont-ils fini avec les stop-and-go incessants ? Le CEO de Siemens-Gamesa France leur a, en tout cas, donné quelques raisons d'espérer, mercredi soir. Pour la première fois, **Filippo Cimitan** s'est risqué à avancer des dates. Il a indiqué que son groupe était prêt à lancer les consultations pour la construction de ses deux usines du quai Joannes Couvert mi-2019 en vue d'un démarrage du chantier mi-2020 pour une mise à feu programmée fin 2021. Les premiers recrutements, essentiellement des cadres, devant avoir lieu un an avant.

Bien entendu, l'intéressé s'est gardé de donner des engagements fermes sur ce cadencement. Lui aussi est échaudé. « *Si une incertitude persiste, on attendra* ». Mais au moins existe-t-il un début de calendrier ; et c'est déjà beaucoup aux yeux de la députée **Agnès Firmin Le Bodo** pour qui « *l'heure n'est plus au scepticisme* ».

Pas de précision en revanche sur le volume d'investissement. Tout juste a-t-on pu apprendre que son montant sera proche de celui de l'usine de Hull en Grande-Bretagne dont on sait qu'elle a coûté 190 millions d'euros.

Nota : le montage financier de l'opération est en cours. Siemens n'exclut pas d'investir en propre mais des solutions de portage immobilier sont également étudiées, la Shema pourrait être mise à contribution comme à Cherbourg pour LM Wind.

Sur le plan technique, il a été confirmé que les installations havraises seraient bien en capacité d'approvisionner les

trois parcs français pour lesquels Siemens-Gamesa a été retenu : Saint-Brieuc le plus avancé, Yeu/Noirmoutier et Dieppe/Le Tréport. Soit précisément 186 turbines et 558 pales.

Une déception cependant, il n'est plus question d'un parc de fournisseurs contrairement à ce qui avait été prévu par Areva, en son temps. Les gros composants comme les roulements viendront d'ailleurs. Ce sont des emplois en moins pour la pointe de Caux.

Signe particulier, le site sera le premier du leader mondial de l'éolien offshore à coupler la fabrication de turbines et de pales. Une organisation industrielle très intégrée justifiée par « *la recherche de compétitivité* » explique **Frédéric Petit**, directeur du développement.

Cela suffira-t-il pour assurer la rentabilité des installations havraises ? Filippo Cimitan ne cache pas qu'elles seront en concurrence sur le marché européen avec les deux autres usines du groupe sur le vieux continent : celle britannique de Hull spécialisée dans les pales et celle allemande de Cuxhaven pour les turbines. Toutes deux de construction récente.

« *Cet outil sera mis en compétition* » rappelle-t-il tout en appelant le gouvernement français « *à créer les conditions d'un marché dynamique* ».

Nota : l'équipementier table notamment sur le développement de l'éolien offshore flottant, il est d'ailleurs déjà engagé dans un projet pilote en PACA aux côtés d'EDF EN.

Le parc éolien du Tréport s'approche du but

Elle devait être lancée en Novembre. L'enquête publique sur le parc éolien de Dieppe/Le Tréport se déroulera finalement plus tôt que prévu -entre le 16 octobre et le 29 novembre- ce qui permet au consortium emmené par Engie d'espérer obtenir les dernières autorisations administratives (avant d'éventuels recours) au pre-

mier trimestre de l'année prochaine. Autre motif de satisfaction pour le nouveau directeur du projet **Bruno Hernandez** : la préfète **Fabienne Buccio** a décidé d'étendre le périmètre de l'enquête publique jusqu'au Havre où le parc rencontre nettement moins d'opposition. Bruno Hernandez table sur le fait que les ouiistes s'exprime-

ront avec autant de vigueur que les nonistes. « *Nous avons besoin du soutien des Havrais* » a-t-il rappelé devant **Luc Lemonnier**. En attendant, EMDT s'efforce de donner des gages de bonne volonté aux pêcheurs. « *Nous réfléchissons au séquençage de la construction pour minimiser les nuisances* ».

L'heure H2 est-elle arrivée ? Ptêt ben que oui . . .

Jean-François Le Grand, président du Département de la Manche à l'époque, avait ouvert la voie alors qu'émergeaient les premiers projets éolien et hydrolien. Et avec eux, l'épineuse problématique du stockage de ces énergies intermittentes. Dix ans plus tard, **Hervé Morin** met 15 millions d'euros sur la table avec un plan sur cinq ans censé doper la production et l'utilisation d'H2 « vert » : ce gaz produit par électrolyse de l'eau à partir d'énergies renouvelables (par opposition à celui issu du reformage du gaz).

Le choix n'est pas saugrenu dans une région où les questions de mobilité propre et de stockage se poseront demain avec acuité mais il faudra d'abord convaincre les Normands que l'hydrogène est une énergie d'avenir. Confer le peu de succès du programme EAS-HyMob qui visait à déployer une petite vingtaine de bornes de recharge sur le territoire fin 2018. À ce stade, seule la métropole rouennaise s'est laissée séduire malgré de généreux co-financements européens.

D'autres projets, soutenus par la Région, pourraient cependant donner un peu de visibilité à la filière. Dans la Manche, les chantiers Allais construisent le prototype d'un chalutier école qui fonctionnera à partir d'une pile à combustible. À Cherbourg, une flotte de vélos à hydrogène est déployée. Toujours dans la Manche, le syndicat départemental d'énergies réfléchit à un programme d'autonomie énergétique dans les Îles Chausey. Au Havre, la société Morphosis développe un procédé de recyclage des piles à combustible sans oublier le très ambitieux projet de H2V Product à Port-Jérôme.

Le recteur Rolland sollicite votre avis

Vous avez des idées sur ce que doit devenir l'école ? Le recteur **Denis Rolland** lance une consultation* grand public en vue d'élaborer « le projet pédagogique de la future académie normande » qui verra le jour le 1er janvier 2020.

Tous les corps constitués - familles, personnels éducatifs, collectivités, associations, entreprises...- sont invités à contribuer à « *ce qui marquera la naissance d'une grande ambition* » nous est-il assuré. Les résultats de ce remue-méninges collectif seront restitués lors d'Assises régionales de l'éducation les 24 et 25 janvier, un an avant le big bang.

*projet-avenir-e-normandie.ac-caen.fr ou ac-rouen.fr

Jacques Attali : un seul être vous manque . . .

L'inventeur du concept d'économie positive a créé la surprise mardi à Rouen où il était convié par Haropa et le Cesi à disserter sur les indicateurs de positivité de l'activité portuaire aux côtés de deux autres mâles blancs : **Frédéric Sanchez** et **Nicolas Occis**.

Avant même que ne commence le débat, l'invité vedette s'est emparé du micro pour expliquer qu'il refusait désormais de prendre la parole sur des estrades où les femmes n'étaient pas représentées.

Après un moment de flottement, **Christine Dispa**, patronne du Cesi, s'est laissée convaincre de monter sur l'estrade pour rendre la voix à l'ancien sherpa de François Mitterrand. Lequel a donc pu redire combien Paris avait tort de se désintéresser de son débouché maritime.

Nota : les organisateurs d'événements savent maintenant à quoi s'en tenir. S'ils veulent inviter Jacques Attali, la liste des intervenants devra respecter la parité ce qui, après tout, n'est que justice.

NOUVELLE ÉDITION
Guide EcoNormandie 2019

30^e année
Retrouvez les INCONTOURNABLES
de l'économie régionale

En librairies et maisons de la presse
A partir du 5 novembre

Contact : guides@presse-normande.com - Tél. 02.35.14.56.38

Virginie Carolo

Maire de Port-Jérôme-sur-Seine et vice-présidente de l'ADCF

Elle fait partie de la petite équipe d'élue(s) et d'entrepreneur(euse)s à qui Édouard Philippe a confié le soin d'identifier une centaine de « territoires d'industries » en décrochage ou en mutation sur lesquels il conviendrait d'appliquer, demain, de nouvelles recettes.

Un choix qui ne doit rien au hasard. Non seulement, cette mission expresse (la copie doit être rendue début novembre) ravit la vice-présidente de l'Assemblée des communautés de France qui réclame depuis longtemps un pacte pour le secteur manufacturier. Mais la spirale de la désindustrialisation, l'élue de l'estuaire la connaît mieux que beaucoup d'autres.

En outre, et ce n'est pas un point de détail, la dame a l'oreille du président des Régions que Matignon veut emmener dans la danse. Bien qu'elle



concède que cette notion de territoires reste un peu floue, c'est donc sans états d'âmes qu'elle adhère à la démarche, au nom de « la lutte contre le découragement industriel ». Jolie formule qu'on sent puisée dans son vécu. À la question, n'est-ce pas imposer un zonage de plus dans un paysage déjà très sédimenté ? Virginie Carolo répond par la négative.

« On est dans une approche très décentralisée au contraire puisqu'on part du terrain pour repérer ce qui fonctionne. Faut-il, par exemple dupliquer la zone économique spéciale que nous créons à Port-Jérôme avec la Région, débrider la fiscalité ou assouplir certaines réglementations ».

Quant à la localisation géographique desdits territoires, il ne fait aucun doute dans son esprit que les efforts devront se concentrer sur les villes moyennes « situées à 30 ou 40 kilomètres d'une métropole qui n'ont pas bénéficié de l'effet des pôles de compétitivité ».

Lesquelles ? La réponse ne saurait tarder. Les recommandations de la maire de Port-Jérôme et de ses compagnons de cordée seront rendues publiques lors d'un conseil national de l'industrie le 22 novembre.

LU CETTE SEMAINE

Le Monde (26/09)

« **L'exécutif face au front uni des élus locaux** »

Depuis un an, les relations se sont sérieusement tendues. Entre l'ancien maire du Havre et le président de la région Normandie, elles étaient déjà fraîches, malgré – ou à cause de – la proximité géographique.

Challenges (24/09)

« **Audrey Tcherkoff, portrait d'une femme positive** »

La directrice générale du Forum d'économie positive qui se tient au Havre, ne joue pas les « rôles modèles ». Son parcours, de l'industrie du luxe à l'univers des ONG, a pourtant des aspects très inspirants. Portrait d'une trentenaire déterminée à sauver le monde.

L'Usine Nouvelle (20/09)

« **La voiture autonome au ralenti** »

La voiture autonome est partout. Et pourtant. Difficultés techniques, limites de l'intelligence artificielle, évolutions réglementaires et freins sociaux... Les rêves de l'autonomie se heurtent à la réalité.

La Lettre EcoNormandie

Adresse : 14 Avenue Aristide Briand. 76000 Rouen - tél. : 02 35 14 56 38 - lalettre@presse-normande.com
N° ISSN 2551-0304

Abonnement à : lalettre@presse-normande.com Cette édition au format PDF : 10 euros.

Président de la SAS et directeur de la publication : **Romuald Uzan** Rédactrice en chef : **Nathalie Jourdan**

AGENDA

Mardi 2 Octobre

Caen, Le Dôme. Atelier « Se déplacer à l'hydrogène »

Mercredi 3 octobre

Évreux, CCI, 18h. Conférence : « 2019, le bon moment pour vendre ou reprendre une entreprise »

Jeudi 4 octobre

- Rouen, université Curib, 14h. Les assises Polepharma de l'innovation
- Rouen, Kindarena, Student start-up Way.
- Évreux, CCI. Silverday Normandie

Les 4 et 5 octobre

Heudebouville, Val-de-Reuil, Louviers. Troisième rencontre « Entreprendre avec l'Afrique »